

REPRISES DE DESORDRES ET TRAVAUX D'ADAPTATION A L'EHPAD LES VIGNES

1 rue de la Morteau

08 360 CHATEAU PORCIEN

ARCHITECTE :

TDA
9 rue de l'abattoir
08 000 CHARLEVILLE MEZIERES



BUREAU CONTROLE :

SOCOTEC CHARLEVILLE
1 avenue Gustave GAILLY
08 000 CHARLEVILLE MEZIERES
Tél : 03 24 37 82 37



COORDONATEUR SPS :

VERITAS 51
54 rue René CASSIN
51 430 BEZANNES
Tél : 03.26.05.44.25



BUREAU D'ETUDES ELECTRICITE :

BATELEC
14 rue des Tournelles
51 100 REIMS
Tél : 09.54.05.42.81
Mél : batelec.loppin@gmail.com



BE FLUIDES :

DCEF
2 impasse du ruisseau
51 520 LA VEUVE
Tél : 03.26.67.79.06



ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION :

MIOT Christophe
3 rue notre dame
08 400 FALAISE
Tél : 06.87.38.35.86
Mél : miot.christophe@free.fr



MAITRE D'OUVRAGE

EHPAD LES VIGNES
1 rue de la Morteau
08 360 CHATEAU PORCIEN

Lot n°00

PRESCRIPTIONS COMMUNES

CCTP

Dossier	A 3110
Date	03/07/2025
Phase	DCE
Indice	

Sommaire

00.1 ENVIRONNEMENT GÉNÉRAL DU CHANTIER (CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS).....	4
00.1.1 Définition de l'opération.....	4
00.1.2 Identification des intervenants.....	4
00.1.3 Documents graphiques joints au dossier de consultation.....	4
00.1.4 Connaissance des lieux.....	4
00.1.5 Décomposition des travaux en lots.....	4
00.1.6 Contenu du prix du marché.....	4
00.1.7 Plans de récolement.....	4
00.1.8 Dépenses d'intérêt commun, compte prorata.....	4
00.2 RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE APPLICABLE (CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS).....	5
00.2.1 Rappel de la réglementation.....	5
00.2.2 Prescriptions concernant les produits et matériaux (rappels).....	6
00.2.3 Prescriptions concernant la mise en œuvre.....	7
00.2.4 Réglementation concernant la sécurité et la santé des ouvriers.....	7
00.3 SPÉCIFICATIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS.....	8
00.3.1 Prestations à la charge des entreprises.....	8
00.3.2 Connaissance des lieux.....	8
00.3.3 Démarches et autorisations administratives.....	8
00.3.4 Liaisons entre les corps d'état.....	8
00.3.5 Traits de niveau.....	9
00.3.6 Travaux spéciaux.....	9
00.3.7 Échantillons.....	9
00.3.8 Éléments « modèles ».....	9
00.3.9 Locaux témoins.....	9
00.3.10 Règles d'exécution générales.....	9
00.3.11 Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux.....	9
00.3.12 Réservations, percements, rebouchages, scellements, raccords, etc.....	9
00.3.13 Protection des ouvrages.....	10
00.3.14 Nettoyage de chantier.....	10
00.3.15 Remise en état des lieux.....	10
00.3.16 Passerelles, protections, etc. des tranchées.....	10
00.3.17 Planning d'exécution des travaux.....	10
00.4 RÉHABILITATION - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LES TRAVAUX DE RÉHABILITATION.....	10
00.4.1 Reconnaissance des existants.....	10
00.4.2 Protections des ouvrages existants.....	11
00.4.3 Mesures de conservation des ouvrages existants.....	11
00.4.4 Prise en charge des frais de protection des existants.....	11
00.4.5 Mesures de conservation des abords.....	11
00.4.6 États des lieux.....	11
00.4.7 Plans des existants.....	11
00.4.8 Dimensions des existants.....	11
00.4.9 Travaux de dépose et de démolition.....	11
00.4.10 Matériaux et matériels de récupération.....	11
00.4.11 Échafaudages, agrès, protections, etc.....	12
00.4.12 Emploi de gros engins mécaniques.....	12
00.4.13 Stockage de matériaux dans l'existant.....	12

00.5 RÉHABILITATION - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LES TRAVAUX EN MILIEU OCCUPÉ.....	<u>12</u>
00.5.1 Préambule.....	12
00.5.2 Programmation des interventions - ouvriers - matériels.....	12
00.5.3 Autres spécifications et prescriptions.....	13
00.6 ETUDES PREPARATOIRES	<u>14</u>
00.6.1 Etude préalable.....	14
00.6.2 Documents techniques à observer.....	14
00.6.3 Documents à fournir par l'entrepreneur.....	14
00.6.4 Modifications en cours de travaux.....	15
00.7 INSTALLATIONS.....	<u>15</u>
00.7.1 Installation de chantier.....	15
00.8 OBLIGATION DES ENTREPRISES.....	<u>15</u>
00.9 LIMITES DE PRESTATIONS.....	<u>20</u>

00.1 ENVIRONNEMENT GÉNÉRAL DU CHANTIER (CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS)**00.1.1 Définition de l'opération**

Le projet prévoit les travaux nécessaires aux reprises et aux adaptations des locaux existants de l'EHPAD Les Vignes de CHATEAU PORCIEN signalées dans le cadre d'un diagnostic global de l'établissement afin de permettre la continuité de ses services
Les travaux retenus sont ceux décrits dans les CCTP des différents lots

00.1.2 Identification des intervenants

- Maître d'ouvrage : EHPAD LES VIGNES à CHATEAU PORCIEN
- Architecte : TDA
- Bureau d'études : DCEF - BATELEC - Christophe MIOT
- Coordinateur SSI : Francis JALOUX
- Bureau de contrôle : SOCOTEC
- Coordonnateur SPS : VERITAS

00.1.3 Documents graphiques joints au dossier de consultation

- A. Documents graphiques
B. Documents photographiques

00.1.4 Connaissance des lieux

Par le fait d'avoir remis leur offre, les entrepreneurs sont réputés :

- s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc.
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

Les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

00.1.5 Décomposition des travaux en lots

Liste des lots de l'opération :

- Lot n°01 GROS OEUVRE - DEMOLITIONS
- Lot n°02 COUVERTURE - ETANCHEITE
- Lot n°03 MENUISERIES EXTERIEURES
- Lot n°04 PLOMBERIE - CHAUFFAGE - VENTILATION - CLIMATISATION
- Lot n°05 ELECTRICITE
- Lot n°06 PEINTURES - REPRISES INTERIEURES

00.1.6 Contenu du prix du marché

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprendront implicitement :

- l'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations de chantier
- les travaux de terrassement
- la fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché
- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels
- la fixation par tous moyens de ses ouvrages
- l'enlèvement de tous les gravats de ses travaux
- la protection des ouvrages jusqu'à la réception
- l'établissement des plans d'exécution dans le cas où ils sont à la charge de l'entrepreneur selon CCAP
- la protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent lot
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages en fin de travaux et après réception
- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans " comme construit " pour être remise au maître d'ouvrage à la réception des travaux
- la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant
- et tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux
- les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux
- le ramassage et la sortie des déchets et des emballages
- le tri sélectif des emballages et des déchets et l'enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur
- la remise au maître d'ouvrage lors de la réception de :
 - la ou les notices de fonctionnement,
 - la ou les notices d'entretien

00.1.7 Plans de récolement

Les plans de récolement seront à établir par l'entrepreneur

Sur ces plans figureront tous les ouvrages du marché.

L'établissement des plans de récolement n'est pas rémunéré par un prix spécial. Celui-ci est implicitement compris dans les prix du marché.

00.1.8 Dépenses d'intérêt commun, compte prorata

La tenue du compte prorata sera assurée par :

- l'entreprise de gros œuvre

Les dépenses d'intérêt commun et le compte prorata dans les marchés privés seront traités selon les dispositions du CCAG marchés privés (NF P03-001). À défaut de dispositions similaires dans la réglementation des marchés publics, ces dépenses et le compte prorata seront

traités selon le chapitre 14 de la norme susvisée.

Il est rappelé à ce sujet les dispositions du chapitre 14 et les annexes A, B et C du CCAG marchés privés (NF P03-001) dont, notamment, les articles qui suivent.

A. Article 14.1 Imputation

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus au descriptif et qui ne sont pas affectées par l'annexe A ou B de la présente norme sont inscrites à un compte spécial dit « compte prorata » géré et réglé comme il est dit ci-dessous à l'article 14.2.

Ne constituent en aucun cas des dépenses d'intérêt commun les fournitures ou ouvrages destinés à être reçus par le maître d'ouvrage et qui auraient été omis dans les documents du marché.

Le cahier des clauses administratives particulières peut prévoir que certaines prestations d'intérêt commun, qu'il énumère, sont fournies par le maître d'ouvrage.

B. Article 14.2 Gestion et règlement du compte prorata

- Article 14.2.1 : les modalités de gestion et de règlement du compte prorata sont fixées, en l'absence de convention particulière, par l'annexe C de la présente norme.

- Article 14.2.2 : si une convention particulière est conclue, copie de cette convention est adressée pour information au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de quinze jours à compter de sa conclusion, par la personne chargée de la gestion du compte prorata.

- Article 14.2.3 : le maître de l'ouvrage communique à l'entrepreneur chargé de la tenue du compte prorata le montant de la dernière situation cumulée de l'entrepreneur au plus tard à la réception des travaux.

- Article 14.2.4 : dans les quarante-cinq jours qui suivent la réception des travaux, la personne chargée de la tenue du compte prorata adresse au maître d'œuvre, avec copie à chaque entrepreneur, une attestation faisant apparaître la situation de chaque entrepreneur vis-à-vis du compte prorata.

Cette attestation, que le maître d'œuvre joint au décompte définitif adressé au maître d'ouvrage :

- soit déclare que l'entrepreneur est en règle quant à ses obligations au titre du compte prorata
- soit indique la somme dont celui-ci est encore redevable à ce titre.

RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE APPLICABLE (CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS)

00.2

00.2.1

Rappel de la réglementation

A. Type de marché

Le présent marché est un marché de type : global et forfaitaire

B. Réglementation générale

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre à toutes les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables, dont notamment tous les documents suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive :

- le Code civil
- le Code de la construction et de l'habitation
- le Code général des collectivités territoriales
- le Code des communes
- le Code de la santé publique
- le Code de l'environnement
- le Code de l'urbanisme
- le Code rural
- le Code du travail
- tous les autres codes applicables
- le Règlement sanitaire national et/ou départemental
- la Réglementation sécurité incendie
- les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier
- les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux
- les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché
- etc.

C. Exigences fondamentales

L'entrepreneur devra respecter l'ensemble des exigences réglementaires ou fondamentales qui s'appliquent aux projets de construction, notamment :

- la sécurité incendie
- l'accessibilité handicapé
- la prévention des risques naturels et technologiques (sismiques, inondations, etc)
- la protection contre le bruit
- la santé des occupants et la protection de l'environnement (amiante, plomb, radon, etc)
- la performance énergétique et la réglementation thermique
- l'éco-construction et la qualité environnementale du bâtiment.

L'entrepreneur devra dans tous les cas respecter la réglementation concernant :

- la réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre
- le comportement au feu des ouvrages en place.

Les étiquetages d'identification des matériaux et matériels devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal de classement.

Les réactions au feu des matériaux et matériels devront toujours répondre aux exigences de la réglementation de sécurité contre l'incendie selon le type de locaux concernés.

- Le maître d'œuvre a tenu compte de ces exigences dans les documents particuliers du marché.

Il incombera à l'entrepreneur de vérifier que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent bien aux exigences de la réglementation sécurité contre l'incendie du bâtiment et du local concerné.

En tout état de cause, il incombe à l'entrepreneur et à son fournisseur d'apporter la preuve du classement au feu des matériaux et matériels concernés.

L'entrepreneur devra remettre le procès-verbal de classement délivré par un laboratoire agréé par le ministère de l'Intérieur. Ce document indique le classement attribué.

00.2.2

Prescriptions concernant les produits et matériaux (rappels)

A. Règlement européen Produits de construction - Marquage CE

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs. Transposées en droit français, leurs exigences deviennent alors applicables dans le cadre de la réalisation de travaux du présent marché.

Le Règlement Produit de Construction (RPC, règlement (UE) n° 305/2011) s'applique à un produit de construction lorsqu'il est mis à disposition sur le marché, ce qui signifie fourni sur le marché de l'Union dans le cadre d'une activité commerciale (à titre onéreux ou gratuit).

Les exigences relatives à un produit de construction sont précisées dans des spécifications techniques harmonisées. Ces spécifications techniques harmonisées sont :

- les normes harmonisées
- les documents d'évaluation européens.

Le RPC impose que tout produit de construction, lors de sa mise à disposition sur le marché, conforme à une norme harmonisée ou à une Évaluation Technique Européenne dont il a fait l'objet à la demande du fabricant, fasse l'objet de l'établissement d'une déclaration de performances et soit marqué CE. Le fabricant s'engage sur la performance de son produit.

Toutes les caractéristiques essentielles requises pour la démonstration de la satisfaction des exigences fondamentales applicables à l'ouvrage en application des réglementations le concernant seront déclarées et leur niveau ou classe de performance associé sera conforme ou à minima celui de l'exigence réglementaire applicable.

Dans le cas d'un produit de construction pas couvert ou pas totalement couvert par une norme harmonisée, le fabricant peut demander une Évaluation Technique Européenne (ETE). La démarche est alors volontaire par contre, une fois l'ETE obtenue, le fabricant devra établir une déclaration de performance et marquer CE ce produit.

L'entrepreneur aura le choix entre des produits bénéficiant d'une déclaration de performance et marqués CE et des produits ne relevant pas de cette disposition. Dans tous les cas, il devra choisir un produit ayant des performances adaptées à l'ouvrage qu'il doit réaliser.

Les dérogations à l'établissement d'une déclaration de performances font l'objet de l'article 5 du règlement (UE) n° 305/2011 : « Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, et en l'absence de dispositions nationales ou de l'Union exigeant la déclaration des caractéristiques essentielles là où il est prévu que les produits de construction soient utilisés, un fabricant peut s'abstenir d'établir une déclaration des performances lorsqu'il met sur le marché un produit de construction couvert par une norme harmonisée, lorsque :

- le produit de construction est fabriqué individuellement ou sur mesure selon un procédé autre que la production en série, en réponse à une commande spéciale, et est installé dans un ouvrage de construction unique identifié, par un fabricant qui est responsable de l'incorporation en toute sécurité du produit dans les ouvrages de construction, dans le respect des règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables

- le produit de construction est fabriqué sur le site de construction en vue d'être incorporé dans l'ouvrage de construction respectif conformément aux règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables

- le produit de construction est fabriqué d'une manière traditionnelle ou adaptée à la sauvegarde des monuments selon un procédé non industriel en vue de rénover correctement des ouvrages de construction officiellement protégés comme faisant partie d'un environnement classé ou en raison de leur valeur architecturale ou historique spécifique, dans le respect des règles nationales applicables ».

En conséquence, la déclaration de performance et le marquage CE ne sont pas requis pour une partie d'ouvrage élémentaire façonnée par l'entrepreneur qui la met en œuvre lui-même sur site.

Les éléments d'information nécessaires à la mise en application du marquage CE en lien avec le RPC sont disponibles sur le site www.rpcnet.fr.

B. Produits et procédés innovants

B.1 Appréciation technique d'expérimentation (ATex)

L'ATex est une procédure rapide d'évaluation technique formulée par un groupe d'experts sur tout produit, procédé ou équipement ne faisant pas encore l'objet d'un Avis Technique, afin de faciliter la prise en compte de l'innovation dans la construction.

B.2 Évaluation technique européenne (ETE)

L'évaluation technique européenne (ETE) a été mise en place par le Règlement Produit Construction. L'ETE est délivrée par un organisme d'évaluation technique, à la demande d'un fabricant (s'il s'agit donc d'une approche volontaire), sur la base d'un document d'évaluation européen élaboré en amont. Si ce document d'évaluation européen existe, l'organisme d'évaluation technique l'utilise comme référentiel pour réaliser l'ETE, sinon, il doit en premier lieu rédiger ce document d'évaluation européen et le faire approuver par les autres organismes d'évaluation technique.

Les caractéristiques essentielles évaluées sont convenues entre le fabricant, pour l'usage prévu du produit, et l'organisme d'évaluation technique. L'ETE entraîne l'établissement d'une déclaration de performance par le fabricant et le marquage CE du produit.

B.3 Évaluation Technique Pré-alable de Matériau (ETPM)

Il arrive que l'industrie propose un matériau ou un semi-produit innovant qui n'a pas de destination précise dans le bâtiment, mais qui interviendra comme constituant de divers produits, procédés ou équipements entrant dans le domaine de plusieurs Groupes Spécialisés.

Pour pouvoir formuler les Avis Techniques demandés pour ces produits, procédés ou équipements, les Groupes Spécialisés ont besoin de connaître les propriétés attribuables au matériau ou semi-produit nouveau. Mais ils n'ont pas nécessairement la compétence indispensable pour évaluer ces propriétés (de durabilité, par exemple). D'autre part, le souci de cohérence impose que les divers Groupes Spécialisés aient les mêmes bases de travail. C'est pourquoi, dans un tel cas, il est demandé à un Groupe Spécialisé compétent ou à un Groupe ad hoc de procéder, sur le matériau ou semi-produit nouveau, à une évaluation destinée principalement à constituer la base de travail commune dont auront besoin les Groupes Spécialisés éventuellement concernés ultérieurement. C'est L'ETPM.

B.4 Certification et classements de produits

Démarche volontaire, la certification garantit la constance de la fabrication d'un produit par rapport à des caractéristiques et des performances spécifiques voulues ou définies.

Par l'intervention d'un organisme indépendant, impartial et compétent qui vérifie la régularité et l'efficacité des contrôles effectués par le fabricant, la certification de produit apporte à l'utilisateur :

- la constance de fabrication d'un produit et de ses performances,
- la certitude de l'adaptation d'un produit à une utilisation durable donnée,
- une réduction de ses contrôles de réception,
- une traçabilité permettant des recours éventuels plus aisés.

Le classement d'un produit, de ses performances principales, permet de faciliter le choix, fait par le prescripteur, du produit au regard des contraintes ou sollicitations d'usage applicables.

B.5 Prescriptions environnementales

Les prescriptions environnementales concernent ce marché se veulent responsables au regard de l'environnement et/ou de la société.

Des clauses d'obligation de moyens (utilisation de produits éco certifiés ou répondant à certaines normes sociales, environnementales ou éthiques) ou des clauses d'exclusion peuvent figurer dans le descriptif de chaque lot.

Ce marché est soucieux :

- de la restauration, de la protection des milieux naturels et de l'environnement
- de donner du travail à des personnes en situation de handicap ou à des personnes en difficulté sociale. Les critères sociaux sont généralement intégrés dans les chantiers d'insertion ou des chantiers écologiques (type gestion différenciée) permettant, par exemple, un travail manuel plutôt que mécanique ou rejetant les produits chimiques.

00.2.3 Prescriptions concernant la mise en œuvre

L'entrepreneur devra pour la mise en œuvre qu'elle soit courante ou non courante, traditionnelle ou non traditionnelle se référer aux textes techniques de références, notamment :

- les DTU et NF-DTU
- les normes
- les Eurocodes
- les documents généraux d'avis techniques, CPT et avis techniques
- les cahiers du CSTB
- les guides techniques, guides d'Agrément Technique Européen
- les fiches d'application et solutions techniques
- les règles et recommandations professionnelles acceptées par la C2P
- les recommandations professionnelles RAGE et les guides RAGE/PACTE.

Chaque CCTP dresse un inventaire détaillé des règles à respecter pour l'exécution de l'ouvrage.

00.2.4 Réglementation concernant la sécurité et la santé des ouvriers

En matière de santé et de sécurité au travail, le chef d'entreprise a une obligation de résultat. Cela implique qu'il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter la réglementation en vigueur, assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de tous ses salariés, y compris de ses salariés temporaires (interimaires, stagiaires, CDD).

À ce titre, il doit prendre différentes mesures qui comprennent :

- des actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité au travail
- des actions d'information et de formation
- la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

Ces mesures doivent être adaptées en cas de changement de circonstances ou pour améliorer les situations existantes et elles doivent se baser sur les principes généraux de prévention.

Tous les frais liés à la sécurité et la santé pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés. Dans le cas où plusieurs entreprises ou travailleurs indépendants sont amenés à travailler simultanément, la mise en place d'un coordonnateur sécurité est obligatoire. Toutefois, malgré son rôle et les missions de santé et de sécurité qui lui sont confiées, son intervention ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités des autres intervenants (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entreprises intervenantes, etc.).

Si un plan de prévention est exigé, il sera rédigé conjointement par le responsable de l'entreprise extérieure et l'entrepreneur. L'arrêté du 19 mars 1993 fixe la liste des travaux dangereux pour lesquels le chef d'entreprise intervenant dans une autre entreprise doit établir un plan de prévention, quel que soit le nombre d'heures travaillées.

L'entrepreneur prendra en charge la rédaction du protocole de sécurité pour les opérations de chargement et de déchargement.

Si nécessaire, et avant intervention, l'entrepreneur doit solliciter l'entreprise d'accueil ou le maître d'ouvrage pour demander l'autorisation de travailler par point chaud. En retour, et avant le début des opérations, le permis de feu est transmis à l'entreprise intervenante pour accord et signature. L'entrepreneur devra rédiger le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), avant le début des travaux et dans un délai de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le maître d'ouvrage (huit jours pour les travaux de second œuvre).

L'entrepreneur se chargera d'établir les notices de postes sur la base de l'évaluation des risques du document unique.

L'entrepreneur devra mettre en place les documents pour maîtriser les travaux réalisés en présence d'amiante :

- un mode opératoire pour toute intervention sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante (travaux dits de « sous-section 4 »)
- un plan de retrait, de démolition ou d'encapsulage pour les travaux de retrait, de démolition ou d'encapsulage de matériaux amiantés (travaux dits de « sous-section 3 »).

Textes de référence :

- principes généraux de prévention :
 - article L. 4121-2 du Code du travail.
- plan de prévention :
 - articles R. 4512-6 à R. 4512-12 du Code du travail (plan de prévention),
 - article R. 4514-2 du Code du travail (information du CHSCT),
 - article R. 4513-4 du Code du travail (mise à jour du plan de prévention),
 - arrêté du 19 mars 1993 (liste des travaux dangereux)
- équipements de protection individuelle (EPI) :
 - articles R. 4311-8 à R. 4311-11 du Code du travail,
 - articles L. 4321-1 à L. 4321-5 et R. 4321-4 à R. 4322-3 du Code du travail (règles générales),
 - articles R. 4323-91 à R. 4323-106 du Code du travail (conditions d'utilisation, vérifications, formation et information),
 - arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- affichage obligatoire :
 - articles D. 4711-1, R. 4227-37 et R. 4323-76 du Code du travail
- coordination SPS :
 - articles R. 4532-1 à R. 4532-98 du Code du travail
- PPSPS :
 - articles L. 4532-9 et R. 4532-56 à R. 4532-76 du Code du travail
- apprentis :
 - décret n° 2015-443 et décret n° 2015-444 relatifs aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans,
 - articles L4153-1 à L4153-9, D4153-1 à R4153-52 du Code du travail (jeunes travailleurs)
- travail en hauteur :
 - articles R. 4323-58 et suivants du Code du travail (dispositions générales),
 - article R. 4534-3 et suivants du Code du travail (dispositions de chantiers),

- article L. 4731-1 du Code du travail (arrêt de chantier),
- décret n° 2015-444 du 17 avril 2015 modifiant les articles D. 4153-30 et D. 4153-31 du Code du travail (relatif à l'affectation des jeunes âgés de moins de dix-huit ans à des travaux temporaires en hauteur),
- Décision d'exécution (UE) 2015/2181 de la Commission du 24 novembre 2015 portant publication, avec restriction, au Journal officiel de l'Union européenne de la référence à la norme EN 795:2012, Équipements de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs d'ancrage, en application du règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil,
- Décision déléguée (UE) 2018/771 de la Commission du 25 janvier 2018 relative au système applicable pour l'évaluation et la vérification de la constance des performances des dispositifs d'ancrage utilisés pour les ouvrages de construction et destinés à prévenir ou arrêter les chutes de hauteur de personnes, conformément au règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil,
- NF EN 795 (mars 2016) : Équipement de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs d'ancrage (Indice de classement : S71-513),
- NF EN 1496 (février 2017) : Équipement de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs de sauvetage par élévation (Indice de classement : S71-515).

00.3

SPÉCIFICATIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS

00.3.1

Prestations à la charge des entreprises

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprendront implicitement :

- l'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations du chantier
- la fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché
- la réception de l'état des supports en présence du maître d'œuvre et de l'entrepreneur ayant réalisé les supports
- le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception
- la protection des ouvrages jusqu'à la réception
- l'établissement des plans de réservation et des plans de chantier
- l'établissement des plans d'exécution dans les cas où ils sont à sa charge selon le CCAP
- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels
- la fixation par tous moyens des ouvrages
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, etc. des ouvrages en fin de travaux et après réception
- la mise à jour, ou l'établissement, de tous les plans " comme construit " pour être remise au maître d'ouvrage à la réception des travaux
- la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant
- et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux
- les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux
- le ramassage et la sortie des déchets et emballages
- le tri sélectif des emballages et des déchets et l'enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur

00.3.2

Connaissance des lieux

Par le fait d'avoir remis leur offre, les entrepreneurs sont réputés :

- s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées, ainsi que de toutes les indications sur les plans annexés au présent projet
- avoir pris parfaite connaissance de l'état du terrain qui leur sera livré
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc.
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

00.3.3

Démarches et autorisations administratives

L'entrepreneur aura à sa charge la demande de toutes les autorisations de voirie auprès de la commune et des déclarations d'intention de commencement des travaux auprès des concessionnaires de réseaux.

00.3.4

Liaisons entre les corps d'état

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux. Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- l'entrepreneur de gros œuvre prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux
- chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations
- chaque entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires
- chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier dans le cadre de la coordination d'ensemble
- tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

À aucun moment durant le chantier, aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

00.3.5 Traits de niveau

Au fur et à mesure de l'avancement de la construction, l'entrepreneur de gros œuvre devra, à ses frais :

- porter à l'extérieur sur les façades le niveau + 1,00 m fini du premier niveau
- porter à l'intérieur sur les murs et cloisons bruts et après l'exécution des enduits, le niveau + 1,00 m fini au-dessus de tous les planchers, et ce, autant de fois qu'il sera nécessaire et à tous les emplacements nécessaires aux autres corps d'état.

Il est bien spécifié que ces traits de niveau seront à tracer par le gros œuvre également après exécution des enduits plâtre ou enduits minces exécutés par d'autres corps d'état.

00.3.6 Travaux spéciaux

Dans tous les cas où il est prévu dans le marché certains travaux spéciaux pour lesquels l'entrepreneur titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle, le maître d'œuvre sera en droit d'exiger que les travaux concernés soient sous-traités à un entrepreneur spécialiste qualifié.

Le choix du sous-traitant sera alors à soumettre au maître d'ouvrage pour accord.

00.3.7 Échantillons

Chaque entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le maître d'œuvre. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

- Ils seront entreposés par les entrepreneurs dans un local spécial annexé au bureau du maître d'œuvre. Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés. Le registre comportera une case réservée à la signature du maître d'œuvre qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier, et une case réservée pour la signature du maître de l'ouvrage qui manifestera ainsi son acceptation.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par la signature du maître d'œuvre.

- L'acceptation par le maître d'œuvre des échantillons pourra également se faire par une mention explicite sur un compte rendu de réunion de chantier ou par un courrier du maître d'œuvre.

00.3.8 Éléments « modèles »

Pour certains ouvrages fabriqués ou préfabriqués et dont le nombre d'éléments de même type est suffisant pour le justifier, le maître d'œuvre aura la faculté de demander à l'entrepreneur la mise en place sur le chantier d'un élément à titre de « modèle ».

Cet élément pourra être, en fonction de l'avancement des travaux, soit mis en place à son emplacement définitif, soit posé au sol sur un support adéquat. Ce modèle servira à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré, et l'entrepreneur devra y apporter toutes les modifications jugées utiles par le maître d'œuvre.

Dans le cas de modifications trop importantes, le modèle devra être repris par l'entrepreneur et remplacé par un modèle conforme.

La présentation de ce modèle devra se faire dans le délai fixé par le maître d'œuvre lors de la demande.

00.3.9 Locaux témoins

Pour les chantiers dont l'importance le justifie, le maître d'œuvre pourra exiger, dès que l'avancement du chantier le rendra possible et pour la date qui sera fixée par le maître d'œuvre, il devra être réalisé un local ou un groupe de locaux « témoins ».

Les entrepreneurs devront exécuter les travaux leur incombant pour terminer ce ou ces « témoins » dans le délai imparti.

Ce ou ces « témoins » permettront en tant que besoin de mettre au point les détails de construction et de finition, les entrepreneurs seront tenus d'y apporter toutes les modifications que le maître d'œuvre jugerait utiles pour améliorer la qualité de la construction, dans la limite toutefois des obligations contractées par les entrepreneurs au titre de leurs marchés. Les entrepreneurs tiendront compte de ces mises au point dans l'exécution de la suite de leurs travaux.

00.3.10 Règles d'exécution générales

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage. À ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il leur sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tout point aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

00.3.11 Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de première qualité.

Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à Avis Technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un Avis Technique.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

00.3.12 Réservations, percements, rebouchages, scellements, raccords, etc.

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, incorporation au coulage, etc. nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages.

Dans tous les ouvrages verticaux et horizontaux en béton et en béton armé, ainsi que dans tous les éléments préfabriqués, le cas échéant, tous les percements, passages, trous, gaines, etc. devront être réservés au coulage par l'entrepreneur de gros œuvre, les refouillements, percements et autres dans ces ouvrages étant formellement interdits.

En conséquence, tous les entrepreneurs des corps d'état concernés devront en temps utile prendre toutes dispositions afin de faire prévoir au coulage ou à la préfabrication toutes les réservations ou autres nécessaires à la bonne exécution de leurs ouvrages.

Dans les autres maçonneries, tous les trous, percements, saignées, etc. seront exécutés par les entrepreneurs des corps d'état concernés.

Les scellements, rebouchages, etc. seront toujours à effectuer par l'entrepreneur du corps d'état concerné.

00.3.13 Protection des ouvrages

Les entrepreneurs de revêtements de sol devront assurer la protection de leurs revêtements de sol jusqu'à la réception.

Pour les sols en carrelage, marbre, etc., cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure de bois, ou par tout autre moyen efficace.

En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints.

Pour les sols en plastique, parquets, etc., la mise en place de papier fort pourra convenir.

Les mêmes spécifications concerneront les marches d'escaliers où plus particulièrement le nez de marche devra être protégé.

Les appareils sanitaires devront également être protégés, notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.

En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes qui du fait de leur position risquent d'être épauffrées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

00.3.14 Nettoyage de chantier

Les sols seront livrés aux entrepreneurs du second œuvre parfaitement nettoyés, exempts de toutes traces de mortier ou de plâtre, soigneusement balayés.

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

Chaque entrepreneur aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage. Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façade, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

00.3.15 Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres, devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître d'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

00.3.16 Passerelles, protections, etc. des tranchées

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge, dans le cadre des prix de leur marché, l'amenée, la mise en place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements de passage et de sécurité au droit des tranchées de canalisation, notamment :

- toutes les passerelles avec ou sans garde-corps selon le cas
- toutes les barrières, garde-corps et autres protections nécessaires
- la signalisation de jour et de nuit
- et tous les autres équipements de sécurité qui s'avèreraient nécessaires.

00.3.17 Planning d'exécution des travaux

Le planning d'exécution des travaux fait partie du dossier de consultation

00.4 RÉHABILITATION - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LES TRAVAUX DE RÉHABILITATION

00.4.1 Reconnaissance des existants

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir procédé sur le site à la reconnaissance des existants avant remise de leur offre.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- l'état général des existants et leur degré de conservation
- l'état de vétusté de certains éléments existants, le cas échéant
- la nature des matériaux constituant les existants
- l'origine et la provenance des matériaux, matériels et équipements devant être remplacés pour déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou, au contraire, par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché

remplacement à l'identique ou, au contraire, par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché

- les principes constructifs des existants et plus particulièrement les structures porteuses
- la nature et la constitution des planchers et leur flexibilité
- l'état de conservation et d'entretien des équipements techniques tels que les installations sanitaires, l'électricité et les installations de chauffage, le cas échéant

chauffage, le cas échéant

Et, en général, tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût.

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

En résumé, les entrepreneurs sont donc réputés avoir connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

00.4.2 Protections des ouvrages existants

Lors de toute exécution de travaux dans des ouvrages existants, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Devront particulièrement être protégés dans la mesure où ils ne sont pas à remplacer dans le cadre des travaux prévus :

- les revêtements de sol et plus particulièrement ceux en tapis textile, moquette, parquets, ainsi que ceux en marbre ou pierre, le cas échéant

- les escaliers, et plus particulièrement ceux en bois et ceux avec revêtements textiles et moquette

- les ouvrages en bois apparent, le cas échéant

- les appareils sanitaires et robinetteries.

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

00.4.3 Mesures de conservation des ouvrages existants

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Elles pourront être selon le cas des planchers et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par films plastiques, des écrans anti poussières, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

Chaque entrepreneur devra mettre en place les protections nécessaires pour l'exécution de ses propres ouvrages.

Les ouvrages de protection communs seront à mettre en place par l'entrepreneur de gros œuvre ou, à défaut, par un entrepreneur principal désigné par le maître d'œuvre.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par les entreprises lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition des entreprises en début de travaux.

Dans le cas contraire, les entrepreneurs auront à leur charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

00.4.4 Prise en charge des frais de protection des existants

Les frais consécutifs aux mesures de protection et de conservation des existants seront à la charge des entreprises dans les conditions suivantes :

- Les frais des protections propres à un corps d'état seront à la charge de ce corps d'état

- Les frais des protections communes seront à la charge de l'entrepreneur de gros œuvre ou, à défaut, de l'entrepreneur ayant la part la plus importante des travaux intérieurs à réaliser, à savoir :

00.4.5 Mesures de conservation des abords

Les abords des bâtiments, et plus particulièrement les espaces plantés, devront être sauvegardés en leur état.

Les entrepreneurs dont les travaux nécessitent la mise en place d'échafaudages, de monte-matériaux, d'échelles, etc. devront prendre toutes dispositions pour ne pas causer de dégradations aux espaces plantés.

00.4.6 États des lieux

Le maître d'ouvrage fera établir un état des lieux des existants avant le début des travaux et à la fin des travaux.

Cet état des lieux sera établi par huissier en présence du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et des entrepreneurs concernés.

- Les frais de ces états des lieux seront supportés par les entrepreneurs et portés au compte prorata.

00.4.7 Plans des existants

Ces documents graphiques sont :

- des documents d'origine de la construction. Ils sont donnés à titre strictement indicatif et n'ont aucune valeur ou caractère contractuel

00.4.8 Dimensions des existants

Les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP sont des dimensions approximatives données à titre strictement indicatif et non contractuel.

Il en est de même pour ce qui est des cotes et des dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant la remise de leur offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages de leur lot.

Au moment des travaux, les entrepreneurs procéderont, sous leur seule responsabilité, à la totalité des levées de cotes qui leur sont nécessaires.

00.4.9 Travaux de dépose et de démolition

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et les moyens de dépose sont laissés au choix des entrepreneurs qui devront les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

00.4.10 Matériaux et matériels de récupération

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et des démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par les entrepreneurs dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui leur seront indiqués en temps utile.

Les sujétions de récupération font partie du prix des marchés.

En dehors de ces matériaux récupérés et rangés, les entrepreneurs auront la liberté de récupérer tous les matériaux de leur choix, mais ils devront les évacuer du chantier en même temps que les gravois.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis aux entrepreneurs qui pourront en disposer à leur gré après enlèvement du chantier.

00.4.11 Échafaudages, agrès, protections, etc.

Les prix du marché comprendront implicitement tous les échafaudages, agrès, etc. nécessaires pour réaliser les travaux, ainsi que tous les garde-corps, garde-gravois, platelages, écrans, etc. nécessaires pour assurer la sécurité.

00.4.12 Emploi de gros engins mécaniques

Compte tenu des conditions du chantier, l'attention de l'entrepreneur de gros œuvre est attirée sur le risque que pourrait éventuellement présenter l'utilisation de gros engins pour l'exécution de certains travaux.

À ce sujet, il est formellement spécifié que l'emploi de tels engins ne devra en aucun cas :

- causer des vibrations telles qu'elles seraient perceptibles dans les constructions
- entraîner par suite des manœuvres et des vibrations des désordres aux existants si minimes soient-ils.

00.4.13 Stockage de matériaux dans l'existant

Aucun stockage de matériau et aucun atelier de chantier ne devront être établis sur les planchers existants.

En ce qui concerne le stockage de matériaux à court terme, qui est pour certains travaux indispensable à l'avancement normal des travaux, il appartiendra aux entrepreneurs de prendre toutes dispositions pour éviter que les planchers existants prennent une flèche si minime soit-elle.

En cas de non-respect par l'un des entrepreneurs de cette prescription, le maître d'œuvre pourra immédiatement prendre les mesures qui s'imposent, aux frais de l'entrepreneur responsable.

00.5 RÉHABILITATION - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LES TRAVAUX EN MILIEU OCCUPÉ**00.5.1 Préambule**

A. Adaptation des entreprises

Afin de réduire au maximum la gêne causée aux occupants, les entrepreneurs devront prendre toutes dispositions pour leur permettre d'avoir une grande capacité d'adaptation pour répondre aux différents cas et conditions particulières rencontrées.

B. Dispositions à prendre pour réduire les nuisances inévitables

Les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions en ce qui concerne notamment :

- les ouvriers et leur nombre intervenant dans un même logement
- l'outillage et les appareils et machines utilisés
- le mode d'exécution des travaux
- les protections mises en place
- les mesures de sauvegarde des existants tels que revêtements de sols, peintures, papiers peints, mobiliers et équipements pour réduire et atténuer au maximum les nuisances apportées aux occupants par l'exécution des travaux.

Ces nuisances ressenties par les locataires sont essentiellement les suivantes :

- existants détériorés
- défaut de nettoyage journalier des logements
- obligation de déplacement des meubles et appareils de cuisine et autres
- difficultés d'utilisation de certaines pièces du logement
- bruits
- poussières
- nuisances consécutives au mauvais enchaînement des travaux (non-respect des horaires fixés, interruption, absence ou nombre

d'ouvriers irréguliers, etc.)

- coupures eau, électricité et évacuation
- gêne causée lors du remplacement des appareils sanitaires
- perte de jouissance momentanée de plusieurs pièces du logement
- impossibilité d'utilisation des ascenseurs
- non prise en compte des cas d'occupants âgés ou handicapés
- perturbations de l'emploi du temps des occupants
- incidences des travaux sur les travaux de rénovation réalisés par les occupants
- perte de jouissance momentanée et partielle du jardin
- crainte des inondations lors des travaux de plomberie et des essais des installations
- sentiment d'insécurité des personnes seules dû à la présence des ouvriers

Les dispositions essentielles à prendre par les entrepreneurs pour réduire ou atténuer ces nuisances sont précisées ci-après, mais les entrepreneurs devront prendre toutes autres dispositions nécessaires, même non décrites ci-après.

00.5.2 Programmation des interventions - ouvriers - matériels

A. Programmation des interventions

Les entrepreneurs devront programmer leurs interventions en accord avec les occupants.

Ils devront notamment :

- informer les occupants 48 h. à l'avance de la date et de l'heure de leur intervention, et en cas d'indisponibilité des occupants à la date envisagée, prendre accord avec eux pour une autre date
- respecter strictement les dates et horaires définis
- en cas d'absence momentanée des occupants pendant les travaux, prendre toutes mesures pour assurer la fermeture des ouvertures extérieures.

B. Ouvriers intervenants dans les travaux à l'intérieur des logements

En ce qui concerne les ouvriers intervenant à l'intérieur des logements :

- ils devront être nominativement présentés aux occupants au démarrage des travaux
- leur nombre devra être défini en fonction du délai d'exécution, il ne devra pas, dans la mesure du possible, varier pendant la durée des travaux
- ils devront obligatoirement porter une combinaison spécifique à l'entreprise, ou à défaut un badge avec le nom de l'entreprise
- un ouvrier intervenant dans un logement ne pourra être remplacé que pour des raisons impératives que l'entrepreneur devra justifier.

C. Matériels et outillages

Les entrepreneurs devront dans la mesure du possible utiliser les matériels suivants :

- postes de soudure portatifs
- équipements sur accumulateurs pour éviter les câbles et rallonges électriques
- équipement de carottage pour les percements importants

- aspirateur de type industriel pour les nettoyages
- housses plastiques en nombre suffisant pour la protection du mobilier.

00.5.3

Autres spécifications et prescriptions

A. Coordination des travaux intérieurs

Les entrepreneurs des différents corps d'état devront programmer et coordonner leurs travaux de manière à intervenir dans la mesure du possible, en même temps dans les mêmes locaux

B. État des lieux

Préalablement à toute intervention des entreprises dans un logement, il sera établi un état des lieux par le maître d'ouvrage, en présence :

- des occupants
- du maître d'œuvre
- des entrepreneurs.

Cet état des lieux sera établi sur un formulaire prévu à cet effet, ce formulaire sera complété sur place et signé par les présents.

Sur cet état des lieux sera consigné l'état du logement et plus particulièrement des revêtements de sols, des peintures et papiers peints, etc. ainsi que des mobiliers, appareils de cuisine, appareils sanitaires et autres.

Chacune des parties présentes recevra un exemplaire de cet état des lieux.

C. Sécurité des occupants

Toutes dispositions seront à prendre par les entrepreneurs pour garantir dans tous les cas la sécurité des occupants et plus particulièrement celle des enfants.

Les matériels et outillages ainsi que les échelles dès lors qu'ils présentent un risque notamment vis-à-vis des enfants, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent aucun danger.

D. Travaux générant de la poussière

Pour les travaux générant de la poussière, les entrepreneurs devront prendre toutes dispositions pour éviter ou tout au moins limiter la propagation de cette poussière, par tous moyens tels que :

- aspirateur industriel à utiliser à proximité immédiate de la source de poussière
- confinement de l'emplacement des travaux sources de poussières par bâchage, film plastique ou autre
- humidification au fur et à mesure sauf si cette humidification risque d'engendrer des dégâts
- etc.

E. Mobiliers et équipements

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux dans les différents locaux du logement, les entrepreneurs devront assurer la protection des mobiliers et équipements par des housses en plastique.

Les protections devront être d'une absolue efficacité et empêcher toute dégradation si minime soit elle des objets protégés.

Les équipements devront de plus être protégés contre la pénétration des poussières.

Les entrepreneurs auront également à leur charge, l'enlèvement et la remise en place, avec tous les soins requis, des mobiliers et équipements, indispensables pour permettre l'exécution des travaux.

F. Protection des sols et escaliers

Les sols en tapis textile ou en moquette devront être protégés par bâche ou film plastique partout où ils pourraient subir des brûlures, salissures ou dégradations du fait des travaux.

Il en sera de même des escaliers en bois apparent ou en moquette, qui devront être recouverts d'une bâche ou d'un film plastique d'épaisseur suffisante.

Ces protections devront être parfaitement maintenues afin de ne pouvoir se déplacer par les déplacements de personnes ou autres.

Des protections en papier fort ou carton ne seront pas admises.

Les fixations des protections devront être révisées tous les matins avant début de travaux.

G. Coupures d'électricité, d'eau et d'évacuation

Les coupures indispensables à l'exécution des travaux devront être de la plus courte durée possible et ceci tout particulièrement en ce qui concerne l'électricité et l'évacuation de la cuvette de WC.

Les entrepreneurs concernés devront toujours informer les occupants à l'avance de l'horaire de la coupure et de sa durée.

En ce qui concerne les fluides nécessaires à la préparation des repas, ils devront toujours être disponibles aux heures des repas et le soir au départ des ouvriers.

H. Nettoyages des logements

En complément aux prescriptions ci-avant, il est précisé en ce qui concerne les nettoyages dans logements occupés.

Le nettoyage sera à effectuer :

- immédiatement après chaque intervention dans un local

Les entrepreneurs prendront toutes dispositions lors de ces nettoyages pour que ceux-ci n'engendrent pas de poussières ou autres nuisances, ils emploieront à cet effet des aspirateurs de type industriel.

Les gravois, déchets, emballages ne devront en aucun cas être mis en vrac aux abords du bâtiment, ils seront mis en sac et enlevés tous les soirs, les abords devant toujours rester impeccablement propres.

En fin de travaux dans un logement, celui-ci devra être restitué aux occupants dans le même état de propreté que celui-ci était avant le démarrage des travaux.

Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra faire intervenir une société de nettoyage, les frais en seront supportés par les entreprises étant intervenues à l'intérieur du logement au prorata du montant de leurs travaux respectifs.

I. Mesures de conservation des revêtements de sols et peintures

Les travaux à réaliser par les entrepreneurs dans ou par l'intérieur des logements seront à effectuer dans des locaux occupés en parfait état d'entretien. Le maître d'ouvrage n'envisage pas la réfection des peintures et des revêtements de sols en fin de travaux.

Les entrepreneurs devront donc prévoir toutes dispositions pour ne causer aucune dégradation aux revêtements de sols et pour limiter au maximum les dommages aux peintures et papiers peints au droit des percements, fixations et autres.

J. Raccords de plâtre et de peinture

Au droit des percements, scellements, fixations ou autres, les raccords de plâtre devront toujours être réalisés par les entrepreneurs concernés.

En ce qui concerne les raccords de peinture et papiers peints :

- les raccords de peinture seront à la charge des entrepreneurs concernés, ainsi que les raccords de papier peint, dans le cas où l'occupant ne dispose plus de ces papiers peints, les raccords seront à réaliser proprement par peinture d'un ton adapté

K. Cas de dégradations constatées aux existants et aux mobiliers

Lors de la réception des travaux, l'état du logement sera comparé avec celui consigné sur l'état des lieux établi avant le début des travaux.

Dans le cas de dégradations constatées, les frais de remise en état seront à la charge :

- de l'entrepreneur responsable
- si le responsable ne peut être défini, par les entreprises étant intervenues à l'intérieur du logement, au prorata du montant de leurs

travaux respectifs.

L. Prises en charge des frais

Les frais consécutifs à toutes les mesures et dispositions à prendre pour permettre l'exécution des travaux en logements occupés dans les conditions précisées ci-avant seront à la charge des entreprises dans les conditions suivantes :

- les frais des mesures propres à un corps d'état seront à la charge de ce corps d'état

M. Frais de consommation d'électricité et d'eau

Dans le cas où les entrepreneurs utiliseront pour leurs travaux le courant électrique du logement, ils prendront directement accord avec l'occupant pour le règlement des frais de consommations.

Les mêmes spécifications concerneront les consommations d'eau, le cas échéant.

Le maître d'ouvrage n'interviendra en aucun cas pour le règlement de ces frais de consommations.

00.6 **ETUDES PREPARATOIRES**

00.6.1 **Etude préalable**

00.6.1.1 **DAIGNOSTICS AVANT TRAVAUX**

00.6.1.1.1 **Diagnostic amiante avant travaux**

Un diagnostic pour le repérage de matériaux contenant de l'amiante a été effectué

Les résultats sont consignés dans le rapport établi l'APAVE sous le N° RAPPORT 80295-160732 A en date du 26/08/2024

00.6.1.1.2 **Diagnostic plomb avant travaux**

Un diagnostic pour le repérage de matériaux contenant du plomb a été effectué

Les résultats sont consignés dans le rapport établi l'APAVE sous le N° RAPPORT 80295-160733 P en date du 26/08/2024

00.6.2 **Documents techniques à observer**

00.6.2.1 **APPROBATION DES DOCUMENTS TECHNIQUES :**

00.6.2.1.1 *** Approbation des documents technique :**

Durant la période de préparation, l'entrepreneur doit établir et soumettre à la maîtrise d'œuvre et éventuellement au Bureau de contrôle technique, toutes les études spéciales nécessaires au bon déroulement des travaux et les communiquer, après approbation, s'il y avait utilité, aux autres entreprises. Si plusieurs entreprises sont appelées à concourir à un même ouvrage, chacune des dites entreprises sera tenue de suivre l'ensemble des travaux et de s'entendre entre elles sur leur communauté pour l'établissement de plans à soumettre à la maîtrise d'œuvre pour accord.

Ces documents seront soumis à la maîtrise d'œuvre au moins vingt jours avant mise en exécution, afin de permettre de les contrôler et de les rectifier, mais ne pourront en aucune façon modifier le projet sans approbation de la maîtrise d'œuvre. Le nombre d'exemplaires des documents à fournir est indiqué par la maîtrise d'œuvre dès l'ouverture du chantier. Après acceptation de la maîtrise d'œuvre, l'entrepreneur doit tous les exemplaires suffisants des documents pour transmission aux différentes entreprises intéressées par ceux-ci sous sa propre responsabilité.

L'entrepreneur de Gros-Oeuvre doit fournir, à tous les corps d'état concernés, des contre-calques pour reports des réservations, trous, taquets, percements, etc...

00.6.3 **Documents à fournir par l'entrepreneur**

00.6.3.1 **A LA REMISE DE L'OFFRE :**

00.6.3.1.1 *** Documentations et fiches techniques :**

L'Entrepreneur joint à son offre la documentation complète et les fiches techniques détaillées des matériaux et fabrications proposés répondant aux spécifications du présent document.

00.6.3.1.2 *** Produits retenus :**

L'Entrepreneur joint à son offre la liste détaillée et complète des produits qu'il aura retenus y compris ceux figurant en base dans le C.C.T.P. de consultation.

00.6.3.2 **A LA MISE AU POINT DU MARCHÉ :**

00.6.3.2.1 *** Documents complémentaires éventuels :**

Les documents complémentaires, éventuellement demandés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, sont fournis par l'Entrepreneur en nombre suffisant et sous la forme requise, avec toutes précisions nécessaires, conformément aux prescriptions du CPS.

00.6.3.3 **PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION :**

00.6.3.3.1 *** Remise de documents de l'entreprise :**

Pendant la période de préparation et avant tout commencement d'exécution, l'ensemble des documents établis par l'Entrepreneur est soumis à l'avis du maître d'œuvre. Le visa du maître d'œuvre n'enlève pas à l'Entrepreneur la responsabilité de la conformité des ouvrages aux plans du marché. Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) doit être soumis à l'avis du coordonnateur SPS après la visite d'inspection commune préalable à toute intervention sur le site.

00.6.3.4 **DOSSIER D'EXECUTION :**

00.6.3.4.1 *** Contenu du dossier d'exécution. :**

L'Entrepreneur doit établir le dossier d'exécution, qui comprend les documents suivants :

- Les plans de repérage et d'implantation des éléments de l'ouvrage,
- Les plans d'exécution,
- Les plans d'atelier et de chantier,
- Les notes de calculs,

- Les procédures de fabrication, de montage,
- Les procès-verbaux d'essais d'étude et d'agrément,
- Les fiches techniques et C.C.P.U. des matériaux utilisés,
- Les fiches techniques définissant les revêtements de surface des métaux et leurs procédures d'application,
- La description des techniques particulières, hors normes, mises en oeuvre pour respecter le Cahier des Charges.

Ce dossier est accompagné des échantillons requis. Les documents d'exécution doivent être établis et avoir été visés, préalablement à l'exécution. Après la signature du présent marché, l'Entrepreneur soumet à la Maîtrise d'Oeuvre, pour approbation, la liste des documents d'exécution et le calendrier de production de ces documents. Ce calendrier est compatible avec le calendrier d'exécution, et tient compte des temps d'approbation et des éventuels allers-retours.

00.6.3.4.2 *** Plans d'exécution :**

Les plans d'exécution doivent définir à eux seuls complètement les formes et la constitution des ouvrages, de toutes leurs pièces et leurs assemblages. Ils comprennent les plans de repérage, les plans d'implantation et les plans de détails, chacun d'eux étant établi à une échelle appropriée.

L'ensemble des détails d'assemblages est représenté avec, pour chaque assemblage, la totalité des pièces dessinées à l'échelle ainsi que les éléments contigus mis en oeuvre par d'autres lots. Les plans d'exécution sont établis à partir du dossier et des indications fournis par la Maîtrise d'Oeuvre, en cohérence avec le tracé géométrique, la note de calculs et les procédures de fabrication et de montage. Ces plans sont exécutés conformément aux règles de l'art, et comprennent notamment les indications suivantes :

- La nomenclature et le repérage complets des éléments représentés ;
- Toutes les dimensions des éléments ;
- Les surcharges admissibles sur les divers éléments ou zones ;
- La nature des matériaux structurels et leurs caractéristiques mécaniques (qualités, charges de rupture, etc.) ;
- Toutes les sujétions de raccordement à l'interface avec d'autres corps d'état ;
- Tous les percements, réservations ou trémies pour les passages de gaines, conduits, canalisations des autres corps d'état.

00.6.3.4.3 *** Visa du dossier d'exécution :**

L'Entrepreneur doit remettre le dossier d'exécution à la Maîtrise d'Oeuvre. Ce dossier peut être remis par étapes, suivant un calendrier approuvé au préalable par la Maîtrise d'Oeuvre à la condition qu'à chaque étape, les plans présentés soient cohérents et accompagnés des calculs et pièces justificatives correspondants.

00.6.3.4.4 *** Notes de calculs :**

L'Entrepreneur établit une note de calculs complète et cohérente pour la justification de l'ensemble de ses ouvrages, sur la base de la modélisation unique et de toutes les modélisations complémentaires requises. L'Entrepreneur effectue la justification de l'ensemble de l'ouvrage, notamment :

- Le dimensionnement de tous éléments structurels, de génie civil, etc. ;
- Le dimensionnement de tous assemblages et détails ;

La justification de certaines pièces d'assemblage peut nécessiter des analyses informatiques aux éléments finis. Le dimensionnement des poteaux et poutres de la structure sont effectués en se conformant aux formes et dimensions représentées dans les plans du marché. La justification de la totalité des pièces doit respecter les normes et spécifications décrites dans le présent document.

L'Entrepreneur effectue en outre l'ensemble des analyses des phases de montage. L'Entrepreneur modifie, à sa charge, les points de la note de calculs qui font l'objet d'une objection de la part de la Maîtrise d'Oeuvre (objection d'ordre technique ou pour non-respect de l'esprit de la conception initiale).

00.6.3.5 **AVANT LA RECEPTION :**

00.6.3.5.1 *** Remise de documents avant réceptions :**

Les plans et autres documents conformes à l'exécution, ainsi que les notices d'exploitation et les contrats de maintenance, sont remis au maître d'oeuvre par l'Entrepreneur, il est joint la nomenclature des pièces du dossier.

00.6.4 **Modifications en cours de travaux**

00.6.4.1 **MODIFICATIONS EN COURS DE TRAVAUX :**

00.6.4.1.1 *** Modifications diverses :**

Les différences plus ou moins légères de cotations, modifications dues à des mises au point ou découlant des besoins de mise en oeuvre, etc., ne pourront en aucun cas, être considérées comme ouvrant droit à demande de supplément. Si avant exécution, des modifications d'implantation, de distribution, de parcours, de canalisations, sont jugées nécessaires pour des raisons techniques ou si elles découlent des besoins de mise en oeuvre ne pourront, également, prétendre à supplément. L'exécution des ouvrages respectera rigoureusement les indications des documents d'exécution approuvés.

00.7 **INSTALLATIONS**

00.7.1 **Installation de chantier**

Voir le PGC et le CCTP

00.8 **OBLIGATION DES ENTREPRISES**

00.8.1 **Responsabilité de l'entrepreneur**

L'entrepreneur restera toujours responsable des matériaux qu'il met en oeuvre.

Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par la destination finale des locaux, dont notamment :

- la conformité à la réglementation
- les conditions hygrométriques des locaux
- la nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation
- les conditions particulières rencontrées pour le chantier
- la compatibilité des matériaux entre eux
- etc.

Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères imposés par la destination finale des locaux.

Dans le cas contraire, il fera par écrit au maître d'œuvre les observations qu'il jugera utiles.

Le maître d'œuvre prendra alors toutes décisions à ce sujet.

00.8.2 **Contenu de l'offre de l'entrepreneur**

L'offre de l'entrepreneur est contractuellement réputée tenir compte de toutes les conditions particulières quelles qu'elles soient, qui pourront être rencontrées lors de l'exécution des travaux de la présente opération.

Elle tiendra compte en particulier :

- de toutes les constatations que l'entrepreneur aura faites lors de la reconnaissance de la toiture existante
- de toutes les spécifications du présent CCTP.

00.8.3 **Le présent lot est traité à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE :**

Celui-ci doit être déterminé conformément aux plans d'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et aux indications du présent document. L'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée et annexée à son offre.

Enfin, il est précisé que l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation du devis descriptif, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'ouvrage concerné figure aux plans.

00.8.4 **Caractère non limitatif du CCTP**

Le CCTP a pour objet de définir les travaux et leur mode d'exécution, il n'a aucun caractère limitatif. Tous les ouvrages représentés sur les plans et non cités au présent document et inversement seront à prévoir par l'entreprise.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, l'entreprise devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

00.8.5 **CDQE annexé à l'offre**

Le cadre de décomposition du prix joint au dossier de consultation n'a qu'une valeur indicative non contractuelle, il appartiendra au soumissionnaire, en se fondant sur le CCTP, les documents graphiques et les renseignements recueillis, de vérifier ce cadre de décomposition, suivant ses méthodes propres de calcul et d'appréciation.

Toutefois, afin de faciliter l'examen des offres, ce cadre de décomposition devra être présenté et articulé en suivant le cadre remis.

• Dans certains cas, le cadre de décomposition sera articulé en présentant un Ouvrage donné sous une position, et ensuite une autre position en « majoration » sur les prix du dit Ouvrage.

• Le cas échéant, les soumissionnaires seront tenus d'établir leur offre en incluant obligatoirement le coût de cette ou de ces positions en « majoration » dans le total de leur offre.

• À ce sujet, il sera ici formellement spécifié, que dans le cas où le montant de cette offre ou de ces positions en « majoration » ne serait pas précisé par le soumissionnaire dans le montant de son offre, il pourra être fait application des dispositions des documents contractuels, c'est à dire, que le « prix unitaire » de l'ouvrage finalement retenu sera contractuellement réputé comprendre le coût de ces « majorations ».

00.8.6 **Possibilité de variante et optimisation du projet**

Se reporter aux pièces administratives

00.8.7 **Démarches et autorisations administratives**

Il appartiendra à l'entrepreneur d'effectuer en temps voulu toutes les démarches et de déposer toutes les demandes auprès des différents organismes et services concernés, pour obtenir toutes les autorisations, instructions et accords écrits, nécessaires pour la réalisation des travaux.

Copies de toutes ces autorisations, instructions et accords ainsi que de toutes les correspondances à ce sujet devront être transmises au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

00.8.8 **Obligation de résultat**

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entreprise sera soumise à une obligation de résultat : elle devra livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des ouvrages en complet et parfait état de finition en conformité avec la réglementation et les prescriptions du présent document, et elle devra toutes les fournitures et prestations nécessaires quelles qu'elles soient pour obtenir ce résultat.

00.8.9 **Enlèvement des matériaux déposés et des gravois - Tri des déchets**

Les prix du marché comprendront implicitement la sortie des matériaux déposés, gravois et déchets en provenance des travaux, ainsi que l'enlèvement hors du chantier et le transport à la décharge publique à toute distance.

00.8.10 **Fourniture de documents d'exécution**

Seront inclus dans le marché de l'entreprise les études et les plans d'exécution nécessaires à la réalisation des ouvrages, établis à partir des documents fournis avec le présent dossier.

Son prix rémunère forfaitairement l'établissement et la remise de tous les plans d'EXE, fiches techniques et notes de calcul produites pour le chantier.

Une mission géotechnique d'exécution devra être réalisée comprenant une note de calcul.

00.8.11 *** Dossier des ouvrages exécutés :**

A l'issue du chantier, les plans, notes de calcul et fiches techniques doivent être complétés ou refaits de façon à être rendus conformes à l'exécution définitive. Le dossier des ouvrages exécutés comprend :

- Le dossier d'exécution mis à jour ;
- Les notices d'utilisation, de réparation et de maintenance des ouvrages ;
- Les fiches de contrôles et de la fabrication, du montage et des produits utilisés.

Ce dossier est diffusé conformément aux spécifications des pièces générales du marché.

En complément des plans de recollement, l'entreprise de VRD devra procéder à un relevé GPS sur 3 axes des différents réseaux et ouvrages extérieurs réalisés

00.8.12 Dommages aux tiers

Il sera entendu que pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la réception définitive, l'entreprise sera seule responsable vis-à-vis des tiers de tous dommages et de toutes leurs conséquences préjudiciables de quelque nature que ce soit, résultant de tous les travaux effectués en suite du marché.

Si le maître d'ouvrage venait à être recherché directement par des tiers à quelque titre que ce soit et sous quelque forme que ce soit, l'entreprise supporterait seul définitivement et sans recours vis-à-vis du maître de l'ouvrage toutes indemnités qui seraient reconnues au profit des tiers.

00.8.13 Obligations des entrepreneurs durant les études d'exécution

Le présent CCTP, ainsi que les documents qui y seront annexés, ont pour objet d'exprimer, avec la plus grande précision possible, les principes conceptuels, ainsi que les dispositions générales auxquels devront satisfaire les ouvrages et/ou installations à réaliser.

Il appartient à l'entreprise, choisie entre autres critères pour sa compétence professionnelle :

- d'attirer l'attention du maître d'œuvre sur l'éventuelle inadéquation de certains principe ou dispositions générales proposés, du fait de la nature ou de la destination des ouvrages et/ou installations à réaliser

- de lui demander tous éclaircissements qui lui paraîtraient nécessaires pour pouvoir, en toute connaissance de cause, et en toute responsabilité, procéder à ses propres études d'exécution, puis à la réalisation des ouvrages et/ou installations prévus au titre du présent lot.

Les approbations qui peuvent être données par le maître d'œuvre porteront sur le respect, par l'entreprise, des principes conceptuels et dispositions générales fixées par lui.

Elles ne constituent en rien un contrôle de la pertinence des calculs, études d'exécution, et détails de réalisation, qui resteront de la responsabilité exclusive de l'entreprise.

00.8.14 Obligations des entreprises durant l'exécution des travaux

Les entreprises devront respecter tous les règlements et décrets généraux ou particuliers, applicables aux travaux du marché.

Ils devront prendre contact en temps utile avec les services compétents et se renseigner sur les conditions particulières qui pourraient leur être imposées pour l'exécution de leurs travaux.

Ils supporteront toutes les conséquences des règlements administratifs, notamment celles qui résultent des règlements de police en vigueur ou à intervenir, qui se rapportent plus particulièrement au problème de circulation (barrière sur rue, clôtures sur chantier, gardiennage du chantier et sécurité de la circulation).

Ils poseront tous les panneaux de signalisation nécessaires, ainsi que tous éclairages de nuit, et prendront toutes les mesures utiles en vue de prévenir les usagers du danger qu'ils peuvent encourir aux abords du chantier.

Toutes mesures devront être prises par les entreprises pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers.

00.8.15 Sécurité sur le chantier

Les articles R4532-52 à R4532-55 du Code du travail fixent une liste d'opérations comportant des risques particuliers pour lesquels un Plan général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est requis.

Les principes généraux de prévention sont donnés par les articles L4531-1 à L4531-3 du Code du travail.

L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordonnateur SPS nommé pour ce marché concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur le chantier.

Chaque entreprise devra s'appliquer à respecter la sécurité sur le chantier. Il devra, notamment, respecter les protections mises en place par d'autres entreprises, poser les protections nécessaires pendant ses travaux ainsi qu'en fin de travaux si des dangers subsistent après son passage.

Elle devra se conformer à toutes les règles de sécurité imposées ou non.

Tous les frais en découlant pour l'entreprise seront contractuellement réputés compris dans le montant du marché.

Le personnel de l'entreprise devra être vacciné contre les maladies et infections susceptibles d'être contactées du fait de la nature des travaux en ouvrage d'assainissement (tétanos, leptospirose, etc.).

00.8.15.1 Plan Général de Coordination (PGC)

Un Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) élaboré par le coordonnateur SPS nommé par le maître d'ouvrage, sera fourni.

Le PGCSPS constitue une pièce contractuelle du marché. Les éléments du PGCSPS ont forces de données de base pour les entreprises et leurs sous-traitants ou travailleurs indépendants éventuels.

Celles-ci devront s'appuyer sur le PGCSPS pour établir leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

00.8.15.2 Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

L'entreprise et chacun de ses sous-traitants devront fournir un PPSPS qui fera référence aux prescriptions du Plan Général de Coordination en matière de protection de la santé.

Celui-ci indiquera de manière détaillée les dispositions et les mesures relatives à l'hygiène et à la sécurité pour tous les travaux que l'entreprise exécute.

Il devra être établi en tenant compte des données générales et particulières d'hygiène et de sécurité contenues dans le PGC, élaboré par le coordonnateur de sécurité.

L'entreprise fournira à son sous-traitant pour qu'il en tienne compte : le plan général de coordination et les mesures d'organisation qu'il a lui-même définies dans son propre plan.

Le plan pouvant évoluer, un exemplaire à jour devra être en permanence tenu sur le chantier à la disposition des organismes officiels.

Le plan sera un document de travail et de communication.

Le PPSPS comprendra :

- les noms et adresse de l'entreprise :
 - l'adresse du chantier et l'effectif prévisible,
 - les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux
- la description des travaux et méthodes de travail en faisant ressortir :
 - le risque propre à l'entreprise et tenant compte des contraintes d'environnement, les moyens de prévention choisis,
 - les travaux qui présentent des risques d'interférence liés à la coactivité avec d'autres entreprises, les risques réciproques et les moyens de prévention proposés,
 - les modalités de prise en compte des mesures de coordination générale définies par le coordonnateur.
 - les mesures d'hygiène et les locaux destinés au personnel mis en place ou à disposition tels que prévus dans le plan général de coordination.
 - l'organisation des premiers secours de l'entreprise avec notamment le matériel médical disponible, les sauveteurs secouristes du

travail présents, les mesures prises pour l'évacuation des blessés dans le cadre du plan général de coordination.

La partie description des travaux sera la plus importante du plan elle devra être accompagnée d'une analyse détaillée des risques liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations, à l'utilisation de substances ou de préparations dangereuses, aux circulations et déplacements sur le chantier.

Les plans et croquis établis pour le chantier remplacent avantageusement du texte.

Les photocopies de documents à caractère général seront à éviter, sauf intérêt particulier.

Le plan pourra évoluer : il sera toujours possible de modifier les modes opératoires, les mesures de prévention, si les risques encourus seront diminués ou si les mesures de prévention présentent une garantie équivalente.

00.8.15.3 Limitation du bruit

- Le chantier sera situé dans une zone très isolée, et les bruits de chantier ne pourront en aucun cas apporter une gêne de voisinage
- le chantier sera situé dans une zone où les bruits de chantier apporteront une gêne de voisinage.

Dans ce cas, la lutte contre le bruit deviendra une priorité pour l'entreprise.

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par l'entreprise dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet.

A. Obligations de résultat

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entreprise sera tenue à une obligation de résultat.

Elle devra prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier, pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

B. Responsabilités en cas d'infractions

En cas d'infractions constatées, l'entreprise sera seule et unique responsable, et elle devra en supporter toutes les conséquences.

L'entreprise devra immédiatement prendre toutes les dispositions qui s'imposent.

Le maître d'ouvrage ne pourra en aucun cas être appelé en responsabilité, quelles que soient les infractions commises par l'entreprise et constatées.

C. Travaux exécutés dans des zones particulièrement sensibles

- Choix 2 modèle préétabli

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré.

À défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances causées aux riverains passe par une réduction des bruits générés aux alentours ce niveau de bruit ne devra pas excéder 85 dB(A).

Dans le cas où par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé aux entreprises de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées.

Les matériels de chantier seront conformes à l'arrêté du 18 avril 2002, pris en application de la directive européenne 2000/14/CE, qui représente les émissions sonores de la quasi-totalité des engins et matériels de chantier.

Toutes dispositions utiles devront être prises (organisation du chantier, démarche de sensibilisation des personnels) pour réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu des techniques disponibles, ne pas exposer les travailleurs à des niveaux incompatibles avec la santé, et respecter les exigences du code du travail.

Ces dispositions seraient le cas échéant, implicitement comprises dans les prix du marché.

L'entreprise soumettra au maître d'œuvre les dispositifs qu'elle compte utiliser pour réduire au minimum les nuisances apportées aux riverains par le bruit (insonorisation des engins et des installations).

À cet effet, elle devra prendre en considération les règlements et textes en vigueur relatifs aux bruits.

L'attention de l'entreprise sera attirée sur le fait que sa responsabilité peut être engagée sur le concept de trouble anormal de voisinage au titre des articles 1382 et suivants du Code Civil.

Dans le cas de rencontre de réseaux en service lors de l'exécution des travaux de démolition ou de terrassements toutes dispositions seront à prendre par l'entreprise pour ne pas endommager les canalisations ou câbles rencontrés.

Dès localisation d'un de ces ouvrages, l'entreprise devra immédiatement en avertir le maître de l'ouvrage et le service concessionnaire concerné.

L'entreprise devra assurer la sauvegarde et la protection de ces ouvrages rencontrés pendant toute la durée nécessaire en accord avec le service concerné, sans que ces prestations puissent donner lieu à un supplément de prix.

Des fouilles de reconnaissance des réseaux existants conservés devront être exécutées par l'entreprise avant le début des travaux afin d'identifier la position et la profondeur exacte des réseaux conservés impactés par le projet. Le nombre et la localisation de ces fouilles seront déterminés en phase de préparation des travaux conjointement par l'entreprise et la maîtrise d'œuvre.

Lorsque les canalisations de gaz sont à des profondeurs inférieures à 80 cm par rapport au niveau fini de la voirie, des tôles de protection seront mises en place sur l'ensemble du projet. Les tôles préconisées seront en acier de largeur 0,5 m, d'épaisseur 10 mm et elles dépasseront de la zone impactée de deux mètres en longueur. Elles seront posées 20 cm au-dessus de la génératrice supérieure de la canalisation et reliées entre elles par simple soudure ou chevauchées.

Un grillage avertisseur devra être placé sous la tôle et 20 à 30 cm au-dessus de la canalisation. La présence et la position de ces tôles devront impérativement être reportées sur les plans de récolement à fournir par l'entreprise.

Lorsque les fourreaux d'éclairage ou de télécommunication sont à des profondeurs inférieures à 80 cm par rapport au niveau fini de la voirie, un béton de protection sera mis en œuvre par l'entreprise. Le béton enrobe complètement le réseau, sur 25 cm minimum au-dessus de sa génératrice supérieure.

00.8.15.4 Coupures des branchements

L'entreprise devra maintenir sur le domaine public et privé, tous les réseaux existants en exploitation pendant les travaux.

Néanmoins, pour les coupures de branchements, il appartiendra à l'entreprise de prendre contact en temps voulu avec les services techniques concernés pour s'assurer que toutes les dispositions ont été prises en ce qui concerne les démontages ou coupures des branchements eau et éventuellement électricité, gaz, téléphone ou autres.

00.8.15.5 Passerelles – protection – etc. des tranchées

Les entreprises auront implicitement à leur charge dans le cadre des prix de leur marché, l'amenée, la mise en place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements de passage et de sécurité au droit des tranchées de canalisation, notamment :

- toutes les passerelles avec ou sans garde-corps selon le cas
- toutes les barrières, garde-corps et autres protections nécessaires
- la signalisation de jour et de nuit
- et tous autres équipements de sécurité qui s'avèreraient nécessaires.

00.8.15.6 **Découverte d'engin de guerre**

En cas de découverte d'engins de guerre, l'entreprise devra se conformer aux instructions suivantes :

- tout travail sera immédiatement arrêté dans un rayon de 50 m autour de l'engin
- sous aucun prétexte, l'engin ne devra être touché
- son emplacement sera marqué, l'entreprise avisera sans délai le maître d'œuvre et l'autorité chargée de faire procéder à l'enlèvement des engins.

00.8.15.7 **Mesures particulières concernant la propreté en site urbain**

L'entreprise sera attentive aux conditions d'exécution des travaux projetés en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence extérieure et sa propreté.

Un balisage sérieux du cheminement des piétons sera réalisé et entretenu de façon quotidienne à l'aide de barrières de chantier jointives.

L'entreprise sera tenue de mettre en œuvre sur le chantier des installations et des équipements en bon état et d'un aspect satisfaisant. Tout matériel ou équipement ne respectant pas cette consigne ne sera pas admis sur le chantier et sera évacué dans les 48 heures.

00.8.15.8 **Évacuation des eaux de chantier**

L'entreprise devra soumettre à l'accord du maître d'œuvre les dispositions qu'il prendra pour assurer l'évacuation des eaux du chantier.

Les eaux ne pourront être rejetées dans le réseau ou dans le milieu naturel qu'après le passage dans un bac de décantation.

Les résidus de décantation seront éliminés conformément à la réglementation en vigueur concernant la gestion des déchets.

Le maître d'œuvre donnera son accord pour le rejet dans le collecteur d'eaux pluviales. Si la qualité de l'eau n'est pas suffisante pour autoriser ce rejet, l'évacuation se fera vers le réseau d'eaux usées.

00.8.15.9 **Salissures du domaine public et propreté du chantier**

A. Domaine public

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc. du domaine public, devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

En effet, les boues laissées par les camions sur les routes d'approche du chantier pourront présenter un danger pour la circulation. La responsabilité civile et pénale de l'entreprise pourra être engagée en cas de négligence de sa part.

L'entreprise devra prendre les dispositions qui s'imposent en fonction des conditions du chantier, pour éviter que les roues des camions entraînent donc des résidus sur les voies hors du chantier.

Elle devra obligatoirement prévoir un poste de lavage des roues des camions.

Elle devra également les travaux de réfection de voirie qui pourraient lui être imputés

Elle devra prendre toutes dispositions nécessaires en accord avec les Services de Police, pour ne pas perturber la circulation.

En cas de non-respect de ces obligations, l'entreprise sera seule responsable des conséquences.

Un balisage sérieux du cheminement piéton sera réalisé et entretenu journalièrement à l'aide de barrières de chantier jointives pleines.

B. Chantier

Pendant toute la durée des travaux, le chantier devra toujours être tenu en état de propreté correct.

Les terres et les gravais non réemployés devront être évacués du chantier au fur et à mesure.

Une fois par semaine, un nettoyage général du chantier devra être effectué.

00.8.15.10 **Gestion des déchets de chantier**

Tous les matériaux à évacuer des chantiers seront considérés comme étant des déchets. Ils seront traités conformément à la réglementation.

L'entreprise sera tenue de mettre en place un système de suivi et de traçabilité des déchets évacués du chantier.

Elle établira une note (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier (SOSÉD)) décrivant les dispositions d'organisation et de suivi prévues pour assurer le bon déroulement, le suivi, la traçabilité de l'évacuation des déchets et matériaux du chantier (notamment : solvants, résidus de peinture, verre). Elle mettra effectivement en œuvre les moyens prévus dans cette note et fournira au maître d'œuvre les rapports relatifs à l'évacuation des matériaux (nature, destination, moyen de traçabilité, etc.).

L'évacuation des déchets de chantiers devra se faire au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Dans le document qui sera soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entreprise exposera et s'engagera sur :

- les centres de stockage ou centres de regroupement ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer
- les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets
- les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.

Dans le cadre du projet, tous les déchets recyclables seront évacués en centrale de recyclage.

Dans le cas des fraissats, issus du rabotage et décroulage des enrobés, ils seront ensuite réutilisés après éventuel traitement dans le cadre des couches de formes des trottoirs et zone piétonne.

Les déchets verts issus d'abattage d'arbres devront être valorisés comme par exemple par :

- une mise à disposition de tronçon de bois de 1 m de long pour les riverains après accord du maître d'ouvrage
- la fourniture de copeaux issus du broyage au service municipal des espaces verts selon ses besoins et dans la limite de sa capacité de stockage
- la recherche de filière de valorisation (chaufferie, etc.).

Des bordereaux de suivi des déchets seront demandés à l'entreprise quel que soit le type de centre de traitement choisi (centrales de recyclage, décharges agréées...).

Ces prestations seront entièrement à la charge de l'entreprise.

00.8.15.11 **Protection de la végétation existante**

L'entreprise devra prendre le cas échéant toutes les dispositions nécessaires pour faire en sorte que les arbres ou tout autres végétaux existants à conserver ne puissent souffrir de l'exécution de travaux et veillera à la protection du système racinaire, du tronc et des branches constituant le houppier.

À cet effet, il sera :

- mis une clôture à claire voie (hauteur 2,00 m minimum) autour des sujets isolés et des massifs boisés, assurant la protection des frondaisons et de manière que les engins de chantier ne puissent écraser le sol au niveau des racines et asphyxier ainsi le système racinaire

- mis un corset de madrier (hauteur 2,00 m) autour du tronc des sujets isolés qui se trouveraient à proximité immédiate des travaux importants (ouverture de tranchée)

- procédé à l'élagage, mais avec discernement, des sujets qui pourraient être endommagés à certains moments du chantier (grues).

Pour ne pas endommager le système racinaire, aucun engin lourd ne devra manœuvrer dans un périmètre de deux mètres autour des troncs. Ce rayon sera constamment matérialisé par un tracé ou tout autre procédé (mise en place de barrières grillagées). Les fouilles à proximité des arbres seront réalisées manuellement.

En cas de mise à nu des racines, celles-ci seront immédiatement humidifiées et recouvertes de terre ou de géotextile de type « Bidim » régulièrement humidifié.

Enfin, toutes les précautions devront être prises pour ne pas endommager les branches basses lors de l'exécution des travaux.

Le remplissage des engins, le démontage des flexibles hydrauliques devront avoir lieu sur une zone rendue étanche par la mise en place d'un film imperméable spécialement conçu à cet usage.

En cas de déversement accidentel d'un produit polluant, de la sciure sera répandue.

À la fin des travaux, les massifs boisés seront nettoyés et la végétation qui aurait pu, malgré toutes les précautions prises, souffrir de dégradations sera soignée : élagage, taille.

Une fois cette action menée, les végétaux isolés ou en massifs devront avoir un aspect aussi naturel que possible. Toutes les blessures et plaies de tailles ou élagage seront pansées au moyen de produits phytosanitaires.

00.8.15.12 **Pollutions dues au chantier**

La pollution de l'air (émission de poussières et mauvaises odeurs) devra être limitée par toutes dispositions utiles : arrosage des sols, nettoyage journalier des voiries et du chantier, interdiction stricte du brûlage, mise en place d'une zone de lavage des roues en sortie de chantier au besoin.

L'entreprise sera responsable de la pollution du sol, du sous-sol et de l'eau qu'elle induit par ses activités. Elle devra veiller :

- au choix des matériaux et produits dont les risques sur l'environnement seront limités (huiles de décoffrage végétale, etc.)
- à l'étiquetage réglementaire des cuves, des fûts, des bidons et des pots
- à l'imperméabilisation des zones de stockage qui devront être bâchées et implantées dans une zone plane afin de récupérer les eaux

d'exhaure de chantier (seules les eaux de récupération ayant été préalablement filtrées et décantées peuvent être rejetées en égot après autorisation et redevance à la charge de l'entreprise)

- à la mise en place d'aires de lavage des engins, si besoin.

00.8.15.13 **Propreté du chantier et de ses abords**

Le chantier et ses abords devront être en permanence en parfait état de propreté. L'entreprise devra assurer la propreté des abords du chantier, la protection des piétons et le libre écoulement des eaux de ruissellement.

Elle aura à sa charge toutes les mesures qui en découlent.

Un grand soin devra être apporté à la facilité d'évacuation des eaux (pluviales ou de lavage).

Si des matériaux sont répandus accidentellement sur les ouvrages routiers, l'entreprise sera tenue de procéder immédiatement et obligatoirement aux balayages et nettoyages des lieux avec arrosage sous pression si besoin est.

En cas de non-respect de cette prescription dans les 24 heures, le maître d'œuvre se réserve le droit de faire exécuter ces travaux par une entreprise de son choix, les frais correspondants étant déduits des sommes dues à l'entreprise.

Les nuisances visuelles telle la dégradation des abords de chantier, les salissures sur la voie publique, la dégradation des clôtures, le dépôt de déchets devra être évité.

Pour lutter contre ces nuisances, l'entreprise devra prévoir d'entretenir convenablement les palissades, de mettre en place un grillage autour de l'aire de stockage des déchets et de nettoyer quotidiennement les abords de chantier.

Les limites de chantier (voiries, murs, etc.) devront être remises en état, à la charge de l'entreprise, dans le cas où celle-ci les aurait endommagées, qu'elle qu'en soit la cause.

00.9 **LIMITES DE PRESTATIONS**

00.9.1 **AVERTISSEMENT SUR LA RECEPTION DES OUVRAGES D'AUTRES CORPS D'ETAT :**

00.9.1.1 *** Réception d'autres ouvrages :**

L'entrepreneur du présent lot devra fournir aux entreprises intéressées suivant le planning général des travaux, toutes les informations nécessaires sur documents graphiques et informatiques. Dans le cas de retard de production de ces informations, les conséquences financières en découlant seront imputées au présent lot. Avant exécution de ses propres travaux, l'entrepreneur du présent lot devra vérifier les ouvrages exécutés par les autres corps d'état. Sans remarques de sa part, il prendra à sa charge toutes les sujétions nécessaires afin que ses propres travaux soient réalisés dans les règles de l'art.

00.9.2 **LIMITES DES AUTRES LOTS :**

L'entreprise aura à prévoir la totalité de ses travaux nécessaires au parfait achèvement et fonctionnement de ses ouvrages à l'exception de certains travaux qui seront réalisés par les autres corps d'état. Notamment et sauf stipulations contraires, les travaux dus aux autres entreprises seront, en particulier :

00.9.2.1 **Travaux à la charge du lot GROS-OEUVRE - FACADES :**

Les clôtures de chantier

Le cantonnement de chantier commun et son entretien

Les panneaux de chantier pour l'affichage des informations obligatoires et informations sur les différents intervenants

Les panneaux de chantier nécessaires à l'organisation du chantier sur le site en en dehors du site (circuit de livraison, zone de stockage, circulations interne et externe)

Les cloisons de cantonnement provisoires selon le phasage

Les différentes clôtures de chantier

Les différentes installations communes et individuelles nécessaires

La gestion des déchets de chantier et de ses propres déchets issus des démolitions

La gestion du PRORATA

L'implantation des ouvrages à réaliser

Le repérage des réseaux et ouvrages extérieurs présents au droit des travaux envisagés

La remise en état d'espaces verts touchés par les travaux ou les entreprises intervenant sur le site

L'installation et replis des échafaudages pour interventions en façades
L'installation et replis des protections des ouvrages pouvant être impactés par les travaux de façades
Les nettoyages et reprises sur les façades anciennes en maçonneries
Les nettoyages et ravalement des façades enduites ou béton
La réalisation de diagnostics par ferostan sur les ouvrages de structures devant être réparés
La réparation des ouvrages de structure devant être ravalés
La réalisation d'étanchéité liquide en protection de dalles extérieures formant des balcons
Les nettoyages à l'avancement des travaux
L'entretien et le nettoyage régulier du chantier

00.9.2.2 **Travaux à la charge du lot COUVERTURE**

Le dimensionnement de ses ouvrages
Les échafaudages, les installations de sécurité individuelle et collective pour l'intervention sur les façades
Le déplacement et la modification de sorties de toiture non conformes
Le remplacement de descentes EP
La création de gouttières et de descentes EP
La révision de gouttières et de descentes EP
Les traitements préventifs et curatifs contre la mousse et lichens en toiture
La réfection de toiture terrasse accessible
Le remplacement ou la mise en oeuvre de divers ouvrages d'étanchéité
L'entretien et le nettoyage régulier du chantier

00.9.2.3 **Travaux à la charge du lot MENUISERIES EXTERIEURES**

Le dimensionnement de ses ouvrages
La dépose des baies extérieures devant être remplacées
La préparation des supports (feuillures, appuis) pour permettre la mise en oeuvre des baies neuves
La fourniture et pose de ses ouvrages et de leurs accessoires (baies extérieures, portes métallique, gardes corps et rampes, grilles, ouvrages divers)
La mise en place des protections et leur maintien pour la durée du chantier
La réalisation des ouvrages destinés à assurer une parfaite étanchéité périphérique sur les supports
La réalisations des reprises intérieures
Le nettoyage des locaux impactés après remplacement des baies
Le nettoyage et l'entretien régulier du chantier

00.9.2.4 **Travaux à la charge du lot PLOMBERIE SANITAIRE - CHAUFFAGE - VMC - CLIMATISATION**

Les différents travaux de plomberie, chauffage et climatisation selon les détails des CCTP des lots concernés
Les percements et calfeutremments nécessaires à la réalisation de ces travaux
La mise en service de l'ensemble des équipements
Le nettoyage et l'entretien régulier du chantier

00.9.2.5 **Travaux à la charge du lot ELECTRICITE :**

Les différents travaux d'électricité selon les détails des CCTP des lots concernés
Les percements et calfeutremments nécessaires à la réalisation de ces travaux
La mise en service de l'ensemble des équipements
Le nettoyage et l'entretien régulier du chantier

00.9.2.6 **Travaux à la charge du lot PEINTURES - REPRISES INTERIEURES**

La mise en place et replis des protections nécessaires
La préparation des supports
La mise en peinture des murs et plafonds suivant localisation
La fourniture et pose des revêtements muraux
La réalisation de raccords de sols
La réalisation de raccords et remaniement de faux plafonds
La mise en peinture des ouvrages apparents de toute nature (canalisations, menuiseries, dauphins, ouvrages divers)
Le nettoyage et l'entretien régulier du chantier
Le nettoyage avant les OPR
Le nettoyage pour livraison du bâtiment